



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

2018 MSS: RENFORCER LA SECURITE MARITIME EN AFRIQUE

du 19 au 23 mars 2018

Victoria, Seychelles

BIOGRAPHIES

DIRECTION

Madame Kate Almquist Knopf occupe depuis juillet 2014 le poste de directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), un établissement universitaire relevant du Département de la défense américain. Établi par le Congrès des États-Unis pour l'étude des problèmes de sécurité liés à l'Afrique, le centre est un espace de recherche bilatérale et multilatérale, de communication et d'échange d'idées. Il se veut être une source objective d'analyse stratégique sur les problèmes sécuritaires contemporains et futurs pour les professionnels du secteur de la sécurité, les décideurs politiques, les universitaires et les membres de la société civile africains, de même que les partenaires internationaux.

Madame Knopf a consacré la majeure partie de sa carrière à étudier la corrélation entre la sécurité et le développement en Afrique. De 2001 à 2009, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Elle fut notamment administratrice adjointe pour l'Afrique, directrice de la mission au Soudan, administratrice assistante adjointe pour l'Afrique, assistante spéciale et conseillère politique principale de l'administrateur.

Madame Knopf a aussi été conseillère principale à l'Initiative de gestion des crises (CMI), une organisation de médiation des conflits fondée par l'ancien président finlandais et lauréat du prix Nobel Martti Ahtisaari et chercheuse associée au Center for Global Development. Avant de rejoindre la fonction publique fédérale, Madame Knopf fut secrétaire générale de la Massachusetts Turnpike Authority et du bureau exécutif responsable de l'administration et des finances du Commonwealth du Massachusetts. Elle a commencé sa carrière à World Vision, une organisation non gouvernementale internationale.

Madame Knopf est titulaire d'une maîtrise en relations internationales avec spécialisation en études africaines et gestion des conflits de l'École Paul Nitze de hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, et d'une licence en relations internationales de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, MD.

Dr. Raymond Gilpin est le doyen du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. À ce titre, il dirige la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes du Centre. Ses domaines de recherche comprennent les difficultés en matière de sécurité de l'Afrique, la convergence entre énergie et sécurité, la gestion des ressources et la dynamique des conflits, la gestion financière du secteur de la sécurité de l'Afrique, les partenariats entre le secteur public et le secteur privé et la paix. Il tient un blog régulier et est souvent invité par les médias à commenter les affaires africaines, la politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique, l'énergie et la sécurité et les dimensions économiques de la paix.

Avant de rejoindre le Centre de l'Afrique, il était directeur du Centre pour les économies durables à l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP), où il présidait aussi le groupe de travail sur le partenariat pour la paix, où il était l'administrateur du réseau international en ligne pour les sciences économiques et les conflits et où il dispensait des cours à l'Académie de l'USIP sur les sciences économiques et les conflits. Dr. Gilpin a aussi tenu les postes de chaire académique en sciences économiques de la défense au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, de directeur de programmes internationaux chez Intellibrige Corporation (qui fait partie dorénavant de l'Eurasia Group), d'économiste principal pour la Banque africaine de développement, de directeur de recherche à la Banque centrale du Sierra Léone et d'économiste à la Banque mondiale.

Dr. Gilpin est titulaire d'un doctorat en économie du développement de l'université de Cambridge (Royaume-Uni) et d'un certificat exécutif en finances internationales et marchés financiers de l'université de Georgetown.

Dr. Ian Ralby est professeur adjoint de droit maritime et de sécurité au Centre Africain des Études Stratégiques, ainsi qu'un conseiller expert auprès des Nations Unies et de l'OTAN en matière de sécurité et un membre principal non résident du Conseil de l'Atlantique. Il possède une expertise en droit maritime et international, les relations internationales et les questions de sécurité transnationales. En particulier, il est un expert reconnu en matière d'application de la loi maritime; Questions relatives à la réglementation, à la gouvernance et à la surveillance des sociétés de sécurité privées terrestres et maritimes; Et le problème global du vol d'hydrocarbures en aval. Sa pratique porte sur conseiller et aider les gouvernements et les organisations à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques fondées sur le plan juridique, souvent sur des questions de sécurité et de stabilité.

Il a travaillé avec des clients à travers le monde sur la résolution complexe de problèmes, y compris: un vaste travail sur les questions de domaine maritime en Afrique, aux Caraïbes et en Asie du Sud-Est; Le dépannage des problèmes littoral complexes au Moyen-Orient; Balayage de l'horizon pour les problèmes de sécurité futurs; Et la rédaction et la mise en œuvre d'une législation ayant des implications sur la sécurité. Le Dr Ralby a également travaillé comme conseiller en droit international auprès d'un gouvernement dans les Balkans. Il a été conseiller

pour le développement de divers codes, normes et mécanismes de contrôle nationaux et internationaux pour l'industrie de la sécurité privée et a apporté son soutien aux Irakiens Des juges sur les procès de Saddam Hussein et de ses principaux lieutenants. Il reste un conseiller actif de plusieurs gouvernements occidentaux alliés en matière de sécurité privée et de questions maritimes et est considéré comme un «avis clé antérieur» sur la sécurité maritime à l'OTAN. Il parle également et publie de nombreux articles sur des sujets liés aux affaires internationales et du droit. Dr Ralby a obtenu un B.A. En langues vivantes et linguistique et un M.A. en communication interculturelle à l'Université du Maryland, dans le comté de Baltimore; J.D. au collège de William et Mary; Et un M.Phil. En relations internationales et un doctorat En politique et études internationales au St. John's College de l'Université de Cambridge.

ANIMATEURS (en ordre alphabétique)

Joyce Marangu Awino est experte maritime qui a été agent de recherche et de développement commercial de l'Autorité maritime du Kenya depuis 2009. En plus de coordonner et de mener des recherches en cours sur la sécurité des transports maritimes, y compris les systèmes de surveillance côtière, elle a mis en place le Code international des navires et installations portuaires en coordination avec les garde-côtes des États-Unis. Mme Awino détient un M.Sc. de politique commerciale internationale et de droit commercial de l'Université de Lund, une licence ès lettres de l'Université de Moi, ainsi que des diplômes d'études supérieures en gestion maritime exécutive de l'Université maritime mondiale, et en politique commerciale et en droit commercial international du Centre de formation aux politiques commerciales en Afrique. En 2016, elle a été élue responsable du marketing et de la communication et présidente du comité de publicité de l'Association pour les femmes dans le secteur maritime en Afrique de l'Est et australe (WOMESA).

Le Capitaine de Corvette Verity Fane-Bailey est conseillère juridique du Royaume-Uni auprès du quartier général opérationnel de la force navale de l'Union européenne de Londres. Elle fournit des conseils juridiques au commandement et à Bruxelles en matière d'opérations de lutte contre la piraterie au large de la Corne de l'Afrique, y compris dans le cadre des règles d'engagement opérationnelles. Elle est spécialiste en matière de poursuites judiciaires contre les pirates au large des Seychelles et de l'île Maurice. Elle a obtenu son diplôme de droit (LLB) à l'Université de droit du Kent au Royaume-Uni en 2011.

Dr. Mathurin Houngnikpo est le conseiller de la réforme du secteur de la sécurité auprès du secrétaire du Conseil national de sécurité de la Côte d'Ivoire. Jusqu'en juillet 2013, il a été président académique des relations civilo-militaires au Centre Africain pour les études stratégiques, à l'Université de la Défense nationale, où il a supervisé les programmes et l'élaboration de programmes dans le domaine des relations civiles et militaires axées sur l'histoire militaire de l'Afrique, la démocratie Le contrôle civil du secteur de la sécurité et les questions de responsabilité, de transparence et de bonne gouvernance.

Il a occupé divers postes d'enseignant à la fois aux États-Unis et au Bénin. Parmi ses publications récentes : Dictionnaire historique du Bénin (2013) ; L'Afrique au futur conditionnel (2011) ; La garde les gardiens : Les relations civilo-militaires et la gouvernance démocratique en Afrique (2010) ; Les élections et de la démocratisation en Afrique de l'Ouest : 1990-2009 (avec A. Saine et B. N'Diaye, 2011); La recherche évasive pour le développement en Afrique (2006); Intégration économique et développement en Afrique (avec H. Kyambalesa, 2006); Et pas encore la démocratie: L'adieu de l'Afrique de l'Ouest à l'autoritarisme. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université de Paris VIII, Saint-Denis, France et un autre doctorat en études internationales de l'Université de Denver.

Dr. Benjamin P. Nickels, à titre de professeur agrégé et président de la Chaire académique sur les menaces transnationales et le contre-terrorisme, travaille en partenariat avec la société civile et les chefs de gouvernement africains sur des solutions de sécurité pour promouvoir les droits de l'homme, les valeurs démocratiques et les relations civilo-militaires. Il a travaillé avec des professionnels de la sécurité sur le terrain dans 21 pays africains et plusieurs nations européennes. La recherche du Dr Nickels se concentre sur le terrorisme et la lutte contre le terrorisme, la violence politique et la sécurité humaine dans le Sahel, en Afrique du Nord, et dans la Corne de l'Afrique, et aussi sur la coopération de la sécurité en Afrique et le rôle des États-Unis, de l'Europe et d'autres acteurs internationaux. Il est membre du comité de rédaction du Journal de l'université des Marine Corps et contributeur sur la sécurité du Sahel et de l'Afrique du Nord pour Sada, un journal de la Fondation Carnegie pour la paix internationale.

Avant de rejoindre le Centre de l'Afrique, Dr Nickels était membre du corps professoral au Consortium National pour les études sur le terrorisme et les réponses au terrorisme « National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism », où il a analysé les impacts des campagnes de lutte contre le terrorisme contre Al-Qaïda au Maghreb islamique, le terrorisme national au Royaume-Uni et d'autres menaces.

Maîtrisant parfaitement le français et familier avec l'arabe, Dr Nickels a donné des conférences en français et en anglais dans des réunions de gouvernement, des instances internationales et des établissements universitaires, tels que Georgetown et Harvard. Dr Nickels a reçu de nombreuses récompenses académiques, notamment une bourse Fulbright au Maroc et une bourse de Chateaubriand en France. Il est titulaire d'un doctorat avec distinction en histoire de l'Université de Chicago (É.-U).

Le Capitaine Atonfack Guemo Cyrille Serge est Conseiller Technique du Ministre de la Défense (République du Cameroun). Né le 27 juin 1972 à Dschang, dans la Région Ouest du Cameroun, le Capitaine de Frégate Atonfack Guemo Cyrille Serge a obtenu une Licence en Sciences politiques de l'Université de Yaoundé II en 1994. Il est aussi diplômé (1998) de l'École du Commissariat de la Marine à Toulon, France. En 2007, il a obtenu un Master en Droit maritime de l'Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM) à Brest, France, tout en effectuant un cycle

complet de formation sur le Droit International Humanitaire offert par l'Institut International de Droit Humanitaire (IIHL) à San Remo, en Italie. En 2008, un stage au Tribunal International pour le Droit de la Mer (TIDM) à Hambourg, Allemagne, lui a permis de perfectionner ses connaissances sur les divers aspects juridiques relatifs à la sécurité et la sûreté maritimes.

Entre 2010 et 2013, il a occupé divers postes administratifs au Ministère de la Défense du Cameroun. Durant cette même période, il était également conférencier sur le Droit international de la Mer au Centre de Recherche d'Etudes Politiques et Stratégiques (CREPS) de l'Université de Yaoundé II. Depuis juillet 2013, il est Rapporteur de la Cellule opérationnelle du comité national mis en place pour assurer le suivi de la mise en œuvre des résolutions issues du Sommet des Chefs d'Etat et du Gouvernement de la CEEAC, de la CEDEAO, et De la CGG sur la sécurité et la sûreté maritimes dans le Golfe de Guinée, qui s'est tenu les 24 et 25 juin 2013.

Il est aussi Expert représentant du Cameroun au sein de la Task force de l'Union Africaine mandatée pour le développement d'une stratégie efficiente de mise en œuvre de la « STRATÉGIE MARITIME INTÉGRÉE DE L'AFRIQUE horizon 2050 (AIMS 2050) », document d'orientation dans le domaine maritime de l'Union africaine. Le Capitaine de Frégate Atonfack Guemo a publié de nombreux articles sur la sécurité et la sûreté maritimes et est titulaire de plusieurs décorations nationales et étrangères. Depuis février 2016, il est Conseiller Technique du Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense - Cameroun.

CONFÉRENCIERS PRINCIPAUX

Le **Président Danny Faure** est Président des Seychelles depuis le 16 octobre 2016. Avant, il était Vice-président des Seychelles entre 2010 et 2016. Faure est membre du Parti Lepep. En 1985, à l'âge de 23 ans, Faure a commencé à travailler comme officier adjoint chargé du curriculum au Ministère de l'éducation des Seychelles. Il a aussi travaillé comme conférencier au Service national de la Jeunesse et à la Polytechnique des Seychelles. En 1993, après le retour de la démocratie multipartite dans cette nation insulaire, il est devenu chef des affaires gouvernementales dans l'Assemblée nationale et il est resté dans ce poste jusqu'en 1998. Cette année, il est devenu ministre de l'Éducation. Au fil des ans, il a servi dans des capacités ministérielles variées, y compris les jeunes, les finances, le commerce et l'industrie, l'administration publique et la technologie d'information et de communication. En 2006, le Président James Michel l'a nommé ministre des Finances. Durant son mandat aux Finances, les Seychelles ont commencé une série de réformes économiques que le Fonds monétaire international avait recommandées. Faure a surveillé les réformes de la première génération qui ont eu lieu entre octobre 2008 et octobre 2013. Faure a servi comme ministre désigné entre 2004 et 2010. Il est devenu Vice-président le 1^{er} juillet 2010 tout en gardant le portefeuille des Finances.

Le **Juge Anthony F.T. Fernando** sert actuellement comme Juge de la Cour d'Appel des Seychelles, un poste qu'il occupe depuis 2009. Il est aussi Juge non-résident à la Cour d'Appel des Fidji. Il a

étudié à l'Université de Colombo et à la Faculté de droit du Sri Lanka. En 1979, la Cour Suprême du Sri Lanka l'a inscrit comme avocat. Entre 1999 et 2008, il était Procureur général de la République des Seychelles. Il a écrit et a enseigné énormément sur le droit et la procédure criminels, le droit constitutionnel et administratif et la piraterie maritime. Il est aussi membre d'un groupe spécialiste de consultants pour des projets sur l'état de droit dans le Secrétariat du Commonwealth. En tant que Procureur général, le Juge Fernando a surveillé les négociations sur la délimitation des frontières maritimes avec des pays avoisinants, y compris la Tanzanie et les îles Glorieuses et l'île du Lys.

CONFÉRENCIERS INVITÉS (en ordre alphabétique)

Le Capitaine de Vaisseau Charles Bamélé occupe les fonctions de Directeur de la Coordination des opérations de l'Action de l'Etat (AEM) en Mer auprès du Secrétaire Permanent du Comité Interministériel chargé de l'AEM. A ce titre il apporte son expérience pratique et participe à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'AEM, des stratégies maritimes régionales et continentale.

Il s'engage dans Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire et suit ses études supérieures au Prytanée National Militaire de La Flèche en France en 1986, d'où il est admis à l'Ecole Navale de Brest en 1988. Il commence sa carrière d'Officier de Marine dans la Marine nationale ivoirienne en 1991. Ses fonctions de commandant d'unités de la Marine nationale comprennent celles de trois bâtiments de la flotte ivoirienne et de la flottille lagunaire. Il est diplômé d'Ecole de guerre à la Führungsakademie de Hamburg en RFA, promotion 2004, après laquelle il participe au stage Next Generation of African Military Leaders en 2008 à Washington.

De 2013 à 2016, il exerce les fonctions de Conseiller du Commandant de la Marine nationale ivoirienne, chargé de l'Action de l'Etat en Mer, période au cours de laquelle il participe au stage «15th New Issues in Security Course» au Centre de Politique de Sécurité de Genève (GCSP). A ce poste, il a participé au plan national aux travaux ayant abouti au Décret sur l'organisation de l'Action de l'Etat en mer, au document de Stratégie nationale de l'Action de l'Etat en mer, et à la Loi de Programmation Militaire. Au niveau des initiatives sur la sécurité maritime régionale, il a participé à l'élaboration du dossier de la Côte d'Ivoire pour sa candidature à l'hébergement du siège du Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO) et participé à de nombreuses réunions avec la CEDEAO sur l'opérationnalisation du CRESMAO et du Centre Maritime Multinational de Coordination (CMMC) de la Zone F.

Mme Diya Beesoondoyal est actuellement conseillère principale par intérim au bureau du procureur général de l'île Maurice, où elle est chargée d'assurer les litiges en matière civile, le conseil juridique et la rédaction des lois pour le gouvernement et les ministères dans divers secteurs juridiques. En sa qualité de juriste du gouvernement, elle a participé à plusieurs ateliers internationaux et programmes de formation en matière de droit et de sécurité maritime. Avant

cela, elle était conseiller juridique à la Division chargée de l'état de droit au siège du Secrétariat du Commonwealth à Londres (international) ; elle a également travaillé en tant que magistrate principale de district dans le cadre du système judiciaire de l'île Maurice et en tant que procureur sous la supervision du Directeur des poursuites pénales de l'île Maurice.

M. Johan Bergenas est directeur principal en matière de sécurité publique chez Vulcan Inc., un organisme dirigé par Paul G. Allen, philanthrope et co-fondateur de Microsoft. Chez Vulcan, il est chargé des questions écologiques et sécuritaires. M. Bergenas a été associé principal et directeur de programme au Centre Stimson, un important groupe de réflexion en matière de sécurité nationale aux États-Unis. Il a également occupé des fonctions au Monterey Institute, à Oxfam et à l'Université de Linköping. Il est titulaire d'une maîtrise, obtenue auprès de la School of Foreign Service de l'Université Georgetown et d'une licence avec mention de l'Université de l'Iowa.

M. Alan Cole dirige le programme de lutte contre la criminalité maritime mondiale de l'ONUDC ; il est le principal responsable de l'infrastructure est-africaine. Alan Cole a rejoint l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en mai 2009, dans un premier temps pour trouver une réponse à la question de la piraterie somalienne. Il dirige désormais le Programme mondial contre la criminalité maritime. Avant de rejoindre l'ONUDC, il a servi 18 ans auprès de la Marine britannique (Royal Navy) dans des frégates, des destroyers et des sous-marins stationnés en mer Adriatique, dans l'Océan Atlantique Sud, le golfe Persique et en Extrême-Orient. Il exerce en tant qu'avocat depuis 1999 et a servi dans de nombreux tribunaux civils et militaires aussi bien en tant que procureur que d'avocat de défense.

Il a été le principal conseiller juridique militaire du commandant des forces britanniques en Irak et en Afghanistan en 2006 et 2007, il a ensuite fait partie d'une équipe conjointe britanno-américaine à Bagdad avec des dirigeants de groupes armés irakiens. Pour ses réalisations dans le cadre de ce travail, il a été nommé Officier de l'Empire Britannique (OBE) en 2008. Il a été le premier conseiller juridique britannique des forces maritimes combinées basées au Bahreïn en 2008 et a soutenu une série d'opérations en matière de sécurité maritime dans le Golfe et dans le nord de l'Océan Indien.

Il a co-écrit le manuel de l'US Navy War College sur les règles d'engagement au niveau international. Il est titulaire d'une maîtrise en criminologie de l'Université de Leicester, au Royaume-Uni. Depuis qu'il a rejoint l'ONUDC, il a mis au point le Programme mondial contre la criminalité maritime, en vue de soutenir les systèmes régionaux de droit pénal dans le cadre des enquêtes sur les personnes soupçonnées de crimes maritimes et du jugement de ces dernières. Il dirige une équipe de 50 personnes traitant de criminalité maritime, de lutte contre la traite des personnes, le trafic des migrants, le trafic des stupéfiants, les prises d'otages et la piraterie maritime en Asie du Sud, en Afrique de l'Ouest et dans l'Océan Indien et dans cinq endroits en Somalie. Pour ce faire, il a fallu établir et améliorer les capacités des gardes-côtes, ainsi que les

capacités judiciaires et de poursuite.

Mme. Sara Glaser est associée de recherche principale auprès de Secure Fisheries, un programme de One Earth Future. Elle est également chercheur auprès de l'École Josef Korbel d'Études internationales de l'Université de Denver. Ses recherches l'ont conduite à étudier l'écologie et les dynamiques des populations piscicoles, et les retours entre la nature et les êtres humains qui structurent les pêches en Afrique de l'Est en particulier. Elle enquête sur : les conflits en matière de pêches, la façon dont les pêches provoquent les conflits, et inversement, la façon dont les conflits affectent les pêches, la contribution des pêches à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, la pêche illégale, non réglementée et non déclarée en Afrique, la conservation et la durabilité des pêches, la dynamique des populations piscicoles, en particulier en ce qui concerne les stocks de thonidés, et les dynamiques complexes et prévisions des communautés écologiques.

M. Robert Lemos est commissaire de la marine française à la Réunion. M. Lemos s'est enrôlé à l'École du Commissariat de la Marine en 1999. Après des études de sciences politiques et de droit, le commissaire principal a intégré l'École du Commissariat de la Marine en 1999. À la fin de sa scolarité, il a occupé des postes de chef du service Commissariat de 2001 à 2005, puis de 2012 à 2014, à bord de plusieurs navires (frégate, bâtiments amphibies) de la Marine Nationale française outre-mer et en métropole. Lors de ces affectations, en tant qu'expert juridique du commandant, il a participé à plusieurs opérations d'action de l'État en mer (police des pêches, lutte contre le narcotrafic, anti-piraterie...) ayant conduit notamment à la saisie de plusieurs tonnes de cocaïne.

À la naissance de ses enfants, il a pris un congé parental et à son retour en 2009, il a exercé les fonctions de chef du bureau Administration-Finances à l'état-major de la Force d'Action Navale. Suite à la création du corps des commissaires des armées, il a successivement occupé au sein de la Base de Défense de Toulon les postes de chef du bureau Finances (2011 à 2012) et de chef du service d'administration du personnel (2014 à 2016), supervisant 150 personnes administrant 15 500 militaires et civils.

Il est affecté depuis août 2017 aux Seychelles à la fois en tant que conseiller maritime auprès du Gouvernement des Seychelles et membre français de l'Unité Anti-Piraterie de la Commission de l'Océan Indien. Commissaire principal (Lieutenant Commander) depuis 2012 et au tableau d'avancement cette année pour le grade de commissaire en chef de 2^e classe (Commander).

M. Henrik Juhl Madsen est un officier technique dans la Division de la sûreté maritime de l'Organisation maritime internationale des Nations Unies. L'OMI est l'agence spécialisée des Nations Unies qui est responsable du transport sûr, sécurisé et efficace et de la prévention de la pollution qui vient de bateaux. M. Madsen est l'un de deux points de contact pour le travail de l'OMI avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) des Nations Unies. Il a

représenté cette Organisation dans des missions d'évaluation de pays sous l'égide de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED).

Depuis 2012, M. Madsen fait partie de la Sous-division pour la sécurité et la facilitation maritimes qui se concentre sur le développement de conseils pour la sécurité maritime par le travail du Comité pour la sûreté maritime et sur la livraison d'aide technique aux États membres de l'OMI en ce qui concerne la mise en œuvre améliorée de mesures de la sécurité maritime telles qu'on les a définies dans les dispositions de SOLAS (Convention internationale sur la Sauvegarde de la vie humaine en mer) chapitre XI-2 et le Code de l'ISPS (le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires). Ce comité améliore aussi les capacités fonctionnelles de la Garde côtière pour combattre les menaces de la sécurité maritime comme la traite des personnes et la contrebande des armes et des drogues.

Avant de prendre son poste avec l'OMI, M. Madsen était Conseiller sur la politique maritime à l'Ambassade royale danoise à Washington entre 2010 et 2012. Il était aussi chef de section de l'Autorité maritime danoise à Copenhague avec des responsabilités dans la coordination de politique maritime internationale et dans les conditions du cadre économique pour le transport. M. Madsen a reçu sa licence et sa maîtrise en Sciences politiques à l'Université de Copenhague. Il habite actuellement à Londres au Royaume-Uni.

M. Ronny Matatiken, est un acteur de premier plan dans le domaine de la sécurité maritime en Afrique de l'Est. Il dirige le Centre de coordination de l'océan Indien. Il est actuellement directeur adjoint du Centre régional pour les opérations et la coordination, sous les auspices du programme de l'UE pour la promotion du programme de sécurité maritime régionale. Il a commencé sa carrière maritime en tant qu'élève-officier de marine à Yorktown, en Virginie. Il a servi dans le cadre d'échanges bilatéraux avec les garde-côtes américains, la marine américaine, la marine française et la marine indienne. M. Matatiken a pris sa retraite en 2008 après une carrière de 15 ans au sein de l'armée seychelloise en tant qu'officier d'infanterie et de marine, durant laquelle il a servi dans le cadre de ses affectations aux niveaux tactique, opérationnel et national.

Il a exercé la fonction d'hydrographe en chef dans le cadre de sa dernière affectation comme officier d'active. En 2015, il a participé au développement de la Police maritime des Seychelles, pour laquelle il a exercé des fonctions de développement, d'enseignement et d'encadrement des officiers. Au cours de sa carrière militaire, M. Matatiken a été officier navigant, plongeur de combat, hydrographe, officier d'opérations tactiques et d'abordage, officier d'infanterie et a exercé diverses fonctions de soutien auprès des agences militaires et gouvernementales seychelloises. Il est accrédité à l'échelle internationale en tant qu'hydrographe, est planificateur de mission pour l'ONU dans le cadre de missions de maintien de la paix, et de financement de niveau 2 contre le terrorisme. M. Matatiken prépare actuellement sa maîtrise dans le domaine du renseignement et de la sécurité à l'Université métropolitaine de Londres.

Capitaine Loïc Moudouma est un expert de la stratégie maritime et le directeur des opérations de la Marine Gabonaise. Il a rejoint la marine gabonaise en 1987 et y a servi en permanence. Il a été le commandant de la flotte du Gabon. Après un diplôme en maintenance industrielle à l'Université des Sciences et Technologie au Gabon, il a rejoint la Marine et a assisté à la Royal Naval Academy of Morocco pendant quatre ans. Le capitaine Moudouma est un diplômé du Collège de guerre navale des États-Unis. Il détient un baccalauréat en sciences de la sécurité nationale et études stratégiques (opération conjointe, sécurité nationale et prise de décision); Depuis qu'il a rejoint le FOMAC (2008), il s'occupe de la sécurité et de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée.

Le capitaine Tiana Harivelo Patrick Rakotondravao est expert maritime et dirige actuellement la Commission de l'océan Indien du Centre régional pour l'opération et la coordination (RCOC) aux Seychelles. Originaire de Madagascar, il est affecté à la Commission de l'océan Indien (COI) depuis octobre 2012, où il travaille dans l'Unité de lutte contre la piraterie (APU) basée aux Seychelles. Le CIO/ APU met actuellement en œuvre le Programme de sécurité maritime (MASE), financé par l'Union européenne. Le programme concerne 22 pays d'Afrique australe et orientale et de l'océan Indien, y compris les îles de l'océan Indien (ESA-IO). Il a été chef du détachement marin de Mahajanga et a dirigé le centre d'information et d'opérations maritimes au quartier général des forces navales malgaches. Le capitaine Rakotondravao a reçu un diplôme d'officier de marine de troisième cycle en études navales de l'École navale française de Brest. Il a précédemment suivi une formation auprès de deux institutions allemandes : l'Université de Hambourg et l'Institut Marketek de Cologne, en Allemagne, ainsi qu'à l'Institut d'études avancées de Défense nationale en France.

M. Hassani Ahmanda Soilihi est conseiller juridique à la Commission de l'Océan indien en charge du programme régional sur la sécurité maritime, MASE. À l'origine des Comores, il a étudié le droit au Maroc et est maintenant basé aux Seychelles, où il coordonne l'activité régionale en matière de contre-piratage et de criminalité maritime et de sécurité.

M. Christian Eninam Trimua est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Poitiers en France et d'un Certificat d'aptitude à la profession d'avocat de l'École des Avocats de Poitiers en France. Il est Professeur-chercheur dans les universités du Togo, après une carrière d'enseignant-chercheur en France. Il est chargé de nombreux cours dont le Cours de Sécurité collective et celui de droit international de la mer. Il est également avocat au Barreau du Togo.

Premier Inspecteur Général des services de Sécurité du Togo et ancien Ministre chargé des Institutions de la République Togolaise, le Dr. Christian TRIMUA a assumé de hautes fonctions administratives et politiques dans de nombreux Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, notamment au Togo et en RCA et au Tchad. Il a également conduit des missions de haut niveau multidimensionnelles à l'échelle nationale, régionale et internationale dans les domaines de la sécurité, de la justice, des droits de l'homme, de l'anti-terrorisme, de l'anti-piraterie, de lutte contre Boko Haram et des institutions constitutionnelles.

Au titre de la sécurité maritime, le Directeur Exécutif du CIC, a une riche expérience de l'action de l'Etat en mer. Il a une excellente connaissance de la conception et de la mise en œuvre des stratégies nationales pour la mer, des actions opérationnelles et des procédures judiciaires relatif à la criminalité en mer. Il a participé à de nombreuses actions opérationnelles de sécurité maritimes (anti-piraterie, anti-drogue, anti-pollution, anti-pêche INN et diverses criminalités en mer) en appui à la police, à la gendarmerie, à la marine nationale et à la justice des Etats de l'espace CEDEAO et CEEAC.

Jusqu'à sa nomination en février 2017 à la tête de l'Organisation interrégionale de sécurité et de sûreté maritimes en Afrique de l'ouest et du Centre, le Dr. Trimua occupait les fonctions de Conseiller technique du Gouvernement du Tchad et Chef de la Mission d'Assistance technique internationale pour la réforme de la justice et le soutien au pôle antiterroriste (anti Boko Haram)/anticorruption au Tchad.

Le professeur Francois Vreÿ est professeur émérite de sciences militaires à l'Université de Stellenbosch. Il a obtenu un doctorat auprès de l'Institute for Futures Research à Stellenbosch University Business School avec une thèse sur l'avenir militaire alternatif émergent. Il a enseigné à la Faculté des sciences militaires de l'Université de Stellenbosch pendant 22 ans et il est actuellement coordonnateur de la recherche au SIGLA (Security Institute for Governance and Leadership in Africa) dans la même université. Le professeur Vreÿ est un chercheur de catégorie C1 auprès de la National Research Foundation d'Afrique du Sud. Il est l'ancien rédacteur-en-chef de la revue scientifique accréditée *Scientia Militaria*, un journal sud-africain consacré aux études militaires.

Il participe également, en tant qu'associé sud-africain, à un partenariat avec la faculté du Collège royal de défense danois sur la culture stratégique et l'Afrique, un partenariat qui a abouti à cinq conférences internationales depuis 2009 sur les affaires militaires africaines et a produit trois livres, dont les derniers sont: *Towards Good Order at Sea: African Experiences* (2015) et *The African Standby Force: Quo Vadis?* (2017). Ses domaines de recherche comprennent les guerres futures, l'émergence de la sécurité maritime en Afrique et la gouvernance de la sécurité maritime au large de l'Afrique. Il enseigne également des cours d'état-major à la Force de défense nationale d'Afrique du Sud et du Collège royal de défense danois. Il est maître de conférences invité à l'Université de Namibie (UNAMIB) et supervise, co-supervise et examine les candidats à la maîtrise et au doctorat aussi bien au sein de la faculté qu'en dehors de celle-ci. Son poste actuel consiste à créer des partenariats internationaux en matière de recherche pour le SIGLA à l'Université de Stellenbosch dans les domaines du leadership, de la gouvernance en termes de sécurité terrestre et maritime, et de la cybersécurité.